

La croissance économique palestinienne surtout due à l'aide - CNUCED

24 août 2011 – L'économie palestinienne connaît une forte croissance depuis quelques années avec 7,4% en 2009 et 9,3% en 2010, mais cette croissance est alimentée par l'aide internationale, n'est pas créatrice d'emplois et est fondée sur un appareil de production dégradé, selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) publié cette semaine.

« La croissance a été alimentée par l'aide des donateurs et elle est révélatrice d'une économie qui part d'un très faible niveau. Elle n'a rien changé à la détérioration des perspectives de développement à long terme, provoquée par la perte des terres et des ressources naturelles, l'isolement des marchés mondiaux et la fragmentation, qui perdurent », note le rapport de la CNUCED sur l'économie dans le Territoire palestinien occupé.

Une grande disparité économique perdure et s'accroît entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. À Gaza, un léger assouplissement du blocus imposé par Israël au cours des dix-huit derniers mois a permis une certaine reprise de l'activité économique, principalement dans le bâtiment, dont le produit a doublé en 2010. Bien qu'il soit nécessaire de reconstruire sans tarder les bâtiments privés et publics détruits pendant les vingt-quatre jours de l'opération militaire israélienne à Gaza, en décembre 2008 et janvier 2009, l'importation de matériaux de construction reste interdite et les importations à prix gonflés se poursuivent à travers les tunnels clandestins reliant Gaza à l'Égypte.

« Les conditions humanitaires à Gaza restent déplorable, et le blocus israélien imposé depuis 2007 est encore largement en vigueur. Les restrictions qui pèsent sur les importations de matières premières continuent de freiner le redressement », souligne la CNUCED.

Parmi les problèmes majeurs, il y a le chômage, qui est à la fois élevé et persistant, la pauvreté et l'insécurité alimentaire, surtout à Gaza. Selon le Programme alimentaire mondial (**PAM**), la moitié des ménages palestiniens ont été exposés à l'insécurité alimentaire. À Gaza, 33% des terres agricoles sont inaccessibles et Israël interdit l'accès à 85% de l'espace maritime aux pêcheurs palestiniens. Le mur de séparation construit par Israël empêche la circulation et renforce l'isolement par rapport aux marchés mondiaux et la forte dépendance vis-à-vis du commerce avec Israël.

« L'important déficit commercial et la forte dépendance commerciale vis-à-vis d'Israël persistent. Des éléments nouveaux semblent néanmoins indiquer que le déficit commercial avec Israël est exagéré par les chiffres officiels, qui masquent les importations indirectes. Les revenus issus de la

taxation de ces importations pourraient entraîner une augmentation des recettes publiques de l'Autorité palestinienne de 25% », selon le rapport.

En dépit des mesures d'austérité prises par l'Autorité palestinienne, la fragilité budgétaire demeure élevée. Les recettes fiscales n'ont couvert que 15% des dépenses totales en 2010, et la rétention israélienne des recettes douanières aggrave l'instabilité budgétaire.

Parmi les contraintes qui pèsent sur l'économie nationale palestinienne, l'une des plus lourdes est la séparation de plus en plus marquée de Jérusalem-Est par rapport au reste du Territoire palestinien occupé. Cela a entraîné une forte dégradation des services éducatifs, sanitaires et sociaux.

« La viabilité d'un futur État palestinien indépendant dépend, entre autres choses, de la réintégration de l'économie de Jérusalem-Est dans l'économie nationale et de la possibilité pour la ville de reprendre sa place de centre économique traditionnel », souligne la CNUCED.

News Tracker: autres dépêches sur la question

Un Comité de l'ONU appelle à contraindre Israël à arrêter la colonisation